

Le sens et la nature du travail en question(s)

Résumé : *La crise écologique nous condamne à repenser les bases économiques, sociales, politiques et culturelles sur lesquels nous avons construit notre modernité. Elle questionne tout particulièrement le pilier central de notre développement économique : le travail. Ce dernier, tel qu'il est défini, reconnaît et encourage uniquement les contributions d'ordre économique qui pèsent toujours plus sur notre empreinte écologique. Il ne prend pas en compte les nombreuses contributions sociales et écologiques essentielles susceptibles de réduire cette même empreinte tout en contribuant à une meilleure justice sociale. Pour répondre aux défis actuels tout en permettant à tous de vivre dignement, il est impératif de redéfinir le sens et la nature du travail pour le remettre au service de la société, de l'écologie et de la démocratie en y englobant les contributions à haute valeur sociale et écologique tournées vers de la défense et le développement de nos biens communs tout comme d'une économie non marchande.*

Nous vivons aujourd'hui la **fin de mythe du progrès fondé sur le triptyque sciences-technologies-travail** et sur le projet de domination d'une nature réduite au statut de ressource. Il a représenté, nous dit Marcel Gauchet, une extraordinaire rupture par rapport à notre mode de vie ancestral en articulant, « l'appropriation artificialiste du monde et l'émancipation politique des individus – l'homme libre parce que d'abord seul face à une nature vacante et tout offerte, et la puissance du travail dorénavant illimitée en son principe parce que expression et garantie de l'autonomie des êtres¹ ». Le progrès devait alors libérer l'homme de ses principales servitudes et de l'ensemble de ses maux, voire l'emmener vers une sorte de félicité. Hélas, notre économie productiviste, aveugle à ses méfaits, se heurte aujourd'hui aux limites des ressources de la planète et à la nocivité de nos modes de productions et de consommation. Pour nous développer et subvenir au puits sans fond de nos désirs, nous avons non seulement appauvri nos terres, pillé les ressources des sols, souillé nos océans, détruit la biodiversité, mais également favorisé l'exploitation d'une partie de l'humanité au profit d'une autre.

La prise de conscience de la donne environnementale change tout. Elle nous oblige à tout particulièrement à repenser nos modes de production à l'aune des enjeux écologiques, et bien sûr à requestionner notre modèle socio-économique, fondé sur une croissance globale devenue insoutenable. Or, si la remise en question de nos modes de production est globalement entendue et amorcée, celle de la croissance, même si elle est timidement avancée par certains de nos politiques, n'est jamais envisagée sérieusement envisagée, car elle sous-tend toutes nos promesses sociales (augmentation du pouvoir d'achat, financement de retraites décentes, consolidation de l'état social, ...) nos modes de vie et nos perspectives de développement. Renoncer à la croissance pour tous implique spécifiquement de repenser la façon dont notre société libérale moderne, dite capitaliste, a **colonisé nos imaginaires** en façonnant notre **rapport au monde**, la **façon dont nous vivons**, nos **aspirations et nos attentes**, nos **manières désirables de vivre**, les **marqueurs d'une vie réussie**. Il est en effet vain de croire que nous serons en mesure de faire face aux enjeux écologiques par la réforme de notre appareil de production, l'isolation de nos habitats ou l'évolution de nos infrastructures : nous devons aussi, au travers de la remise en question de la croissance, transformer en profondeur nos modes de vie. Pour dire les choses plus clairement, c'est un changement de société radical qu'il nous faut engager.

Faute de nouveaux concepts et/ou d'un nouvel imaginaire partagés, nous sommes dans l'incapacité de porter et penser un changement de société dans un cadre démocratique en des termes pouvant susciter l'adhésion. Nous continuons donc à penser les modalités de notre

¹ Marcel Gauchet, *Le désenchantement du monde*, Gallimard, 1985

développement sur des bases inchangées : la croissance pour tous bien sûr (mais verte !), le progrès technologique, l'innovation, la répartition de la valeur (ou justice sociale), les investissements, le durcissement des lois et des normes, les modes de gouvernance, etc. En d'autres termes, on continue à faire toujours plus de la même chose en pensant que la solution réside dans le juste réglage de ces différents curseurs (mais bien sûr, sans consensus sur les réglages à opérer) et chaque camp contribue à la perpétuation d'un système que l'on doit pourtant dépasser en opérant une véritable rupture !

Si la plupart de ces mesures sont nécessaires, voire indispensables, elles sont loin d'être suffisantes, car **nous ne satisferons pas aux exigences écologiques sans toucher aux fondements de notre civilisation « néolibérale », et au modèle socio-économique associé**, auxquels nous tenons si profondément. Ce modèle socio-économique, dont nous ne pouvons nous résoudre à sortir tant nous en sommes dépendants, nous condamne en effet à produire toujours plus de richesses ... et donc à dépérir si nous n'en sortons pas. Or, une issue assez évidente (sur le papier) existe pour nous sortir de cet étau : questionner le sens et périmètre du travail. Je m'explique.

Pour Smith, Marx et d'autres, **le facteur essentiel de la richesse c'est le travail**. Notre société moderne s'est donc construite autour de notre capacité à travailler de façon de plus en plus intensive et efficace pour pouvoir produire toujours plus de richesses, jusqu'à nous en rendre prisonniers. Tout dans nos sociétés gravite et s'organise autour du travail : c'est par le travail que chacun contribue à la bonne marche de la société et par son revenu qu'on accède à la possibilité de vivre de façon libre et autonome dans nos sociétés. C'est par l'impôt tiré du travail que l'état puise ses ressources et est en mesure de remplir ses missions et notre système social qui s'est historiquement construit autour du travail. On va à l'école pour se préparer à exercer un métier. L'émancipation de chacun passe par le travail et son revenu associés, etc. **Le travail, devenu l'expression de l'autonomie des êtres, constitue donc l'élément central du contrat social implicite de notre société libérale par la rémunération, les avantages qu'il procure et sa contribution au fonctionnement de la société**. Cette dernière qui ne sait plus se penser qu'au travers du travail et de la logique économique auquel il renvoie ; logique au sein de laquelle notre politique reste très largement encastrée puisque le budget de l'état dépend de l'activité économique liée au travail et que chacun dépend de son revenu pour vivre et aspire à gagner plus pour vivre mieux. Beaucoup de nos tensions actuelles se structurent autour du travail : haro sur ceux qui viennent nous piquer notre travail, les riches qui se gavent sur le dos des travailleurs, ceux qui vivent aux dépens de ceux qui travaillent, le partage de la valeur du travail, l'âge de la retraite, etc.

Le travail, au sens de production de biens et services nécessaires à la vie, a toujours été indispensable dans toute société. Toutefois, comme l'a très bien expliqué Karl Polanyi², **l'économique était historiquement encastré dans le social et le travail n'était donc qu'une fonction du social**. S'il était bien évidemment encouragé, ou tout du moins se présentait comme une évidence, il n'était pas le pivot de nos sociétés de subsistance qui tendaient plutôt à mettre la cohésion sociale au centre de leurs préoccupations. En désencastrant l'économique du social et de l'environnemental pour passer d'un principe de subsistance à celui d'accumulation, l'économie de marché a contribué à faire de la production de biens et services, et donc du travail, le pivot de nos vies et de nos sociétés.

Cette évolution, nous dit Polanyi, est en grande partie due à un **théorème de l'économiste Ricardo erroné (sur lequel Marx s'est appuyé), d'une immense portée**, qui « investit le travail de la capacité unique de constituer de la valeur, réduisant ainsi toutes les transactions

² Polanyi K., *La Grande Transformation*, Gallimard, 2009.

concevables dans une société économique au principe d'échange égal dans une société d'hommes libres ». En final, chacun est tenu de participer à cette création de valeur au travers de son travail et se verra rétribué en conséquence. De ce fait, **l'équation « travail contre-pouvoir d'achat » constitue le cœur de notre contrat social actuel** et les termes du juste partage de la valeur monétaire produite par le travail sont au cœur de notre débat politique. Le salaire versé, au regard du marché du travail, confère à chacun un pouvoir d'achat par lequel il pourra (normalement) couvrir les besoins nécessaires à la vie. Sans travail, il n'y a pas de possibilité de vivre dignement dans notre société (en dehors bien sûr des dispositifs sociaux existants et de ceux, de plus en plus nombreux, qui vivent du revenu de leur capital). Ce faisant, on oublie que si toute activité productrice de valeur pour la société a un coût, elle n'a pas forcément de prix ou ne donne pas toujours droit à une rémunération. *Quid*, dans notre logiciel économique, des autres formes de contributions non marchandes, pourtant nombreuses, essentielles à la société ! Elles ne comptent pas, car elles échappent aux transactions monétaires, ou tout du moins à celles opérées dans les règles du marché.

Face à l'obligation de réduire drastiquement notre impact entropique (ou plutôt anthropique), la validité et la pertinence de notre actuel contrat social fondé sur le travail sont fortement questionnées : **comment continuer à encourager si exclusivement le travail quand les modes de production qu'il sert et les modes de vie qu'il permet concourent en grande partie à la destruction de la planète ?** Mais aussi comment, si on réduit la voilure du travail productif anthropique, permettre à chacun de vivre décemment et dignement en continuant de contribuer à la production de la valeur dont la société a besoin pour continuer à se développer ?

Une solution, difficilement audible par les économistes orthodoxes et assez complexe à mettre en œuvre, me semble d'évidence : **il n'est plus possible de limiter nos modes de reconnaissance financière aux seules contributions économiques** en faisant fi de l'immensité des nécessités contributives associées à nos besoins sociaux et environnementaux non soutenues par notre économie (ou, au mieux, par l'état au travers de nos impôts). Nombre de ces contributions essentielles à la bonne marche de nos sociétés sont pourtant productrices de valeur en contribuant à la construction du bien commun, en participant du soin de l'autre ou de l'environnement, de l'éducation, de l'art, du savoir, de la culture, de la citoyenneté, du sport ou de l'entraide.

Pour Karl Polanyi, **en séparant le travail des autres activités de la vie et en le soumettant aux lois du marché, nous avons contribué à anéantir toutes les formes organiques de l'existence** pour les remplacer par un type d'organisation différent, atomisé et individuel dont nous voyons aujourd'hui toutes les limites. Ce mode d'organisation empêche par ailleurs une juste reconnaissance des activités, pourtant essentielles, car elles ne répondent pas au qualificatif de travail. De ce fait, aucun mode de rémunération "juste", au regard de leur utilité sociale et de la valeur créée, ne peut leur être associé.

Par exemple, Cynthia Fleury, dans son livre *La Clinique de la dignité*³, montre comment les communs, en augmentant la qualité de gouvernance démocratique d'un territoire, contribuent à en prendre soin au travers de la diminution des inégalités économiques et écologiques. Pour elle, **« il n'y a pas de commun sans participations actives de tous, sans engagement, sans "faire", sans "travail" »**. Ainsi, en mettant la juste contribution de tous et toutes au cœur de nos écosystèmes, les communs invitent à l'auto-organisation et participent au développement de capacités sans lesquelles aucune vie digne n'est possible. Or, une

³ Fleury C., *La Clinique de la dignité*, Seuil, 2023.

grande partie de cette activité "en commun" nécessaire au bon fonctionnement contribue au bon fonctionnement de notre société sans pour qu'elle puisse être qualifiée de travail et donner lieu à une rémunération. Elle se fait en dehors du champ économique reconnu, où seul compte ce qui se compte ! Afin de rendre justice aux activités essentielles à la société, il faudrait réencaster le travail dans les nécessités sociales et écologiques en en redéfinissant les finalités.

C'est donc la définition, voire le sens même du travail et son mode de rémunération qu'il nous faudrait revoir si nous voulons reconnaître justement toutes les activités nécessaires la bonne marche de la société. Ainsi, en englobant dans le champ du travail aujourd'hui extérieures nous pourrions, tout à la fois, diminuer l'impact de notre activité économique actuelle (en réduisant les activités économiques à impact négatif au profit d'activités de « soin » à impact positif), faire face à la pénurie du travail que pourrait provoquer l'IA, rendre justice à ces travailleurs gratuits ou agissant en dehors de mécanismes du marché et encourager de nouvelles formes de contributions visant à prendre soin du monde humain et non humain en favorisant le développement de nos forces de vie (qui ne reposent sur la seule création de valeur économique, mais aussi sur celles sociale et écologique). **Cette transformation en profondeur du périmètre et du sens du travail constituerait alors une véritable rupture. Elle nous inciterait en effet** à faire société sur de nouvelles bases plus coopératives, plus solidaires et plus justes en contribuant à réencaster le travail dans les enjeux économiques et écologiques en donnant un sens à l'indispensable transformation de nos modes de vie. **Une telle rupture impliquerait de désencaster, au moins partiellement, le politique de l'économie** et de revoir notre modèle actuel de production de valeur, fondé sur la seule dimension économique, pour l'ouvrir aux champs sociaux et environnementaux.

Pour être complète, **elle devra s'accompagner du développement d'une économie non marchande**, c'est-à-dire d'un secteur par lequel on favoriserait, sur la base de nouveaux modes de reconnaissances monétaires et non monétaires non marchands, toutes les actions de rééquilibrage dont notre économie a besoin pour diminuer son impact entropique en impliquant la diversité des acteurs locaux, citoyens compris. C'est donc **le secteur par le biais duquel chaque citoyen pourrait prendre part tout au long de sa vie, de mille façons différentes, avec des modes de reconnaissance adaptés, à la création des forces de vie de son territoire**. Il favoriserait le passage du travail, en tant qu'activité exclusivement économique, à l'activité vue comme une contribution plus globale à l'ensemble des besoins d'une société résiliente. Ce secteur aurait aussi vocation à rentrer l'ensemble des entreprises dans cette logique contributive non exclusivement économique en faisant évoluer leurs pratiques vers la production d'autres formes de valeur. Par exemple en participant au développement du capital écologique et social de leur territoire en ouvrant les possibilités d'implication citoyenne de leurs salariés.

Pour en savoir plus sur le sujet du (nécessaire) développement d'une économie non marchande, je vous invite à consulter les deux documents suivants :

- Osons les contributions citoyennes - Appel pour le développement d'une véritable économie non marchande (<https://olcc.fr/appel/>)
- Plaidoyer pour le développement d'une véritable économie non marchande (<https://olcc.fr/plaidoyer/>)